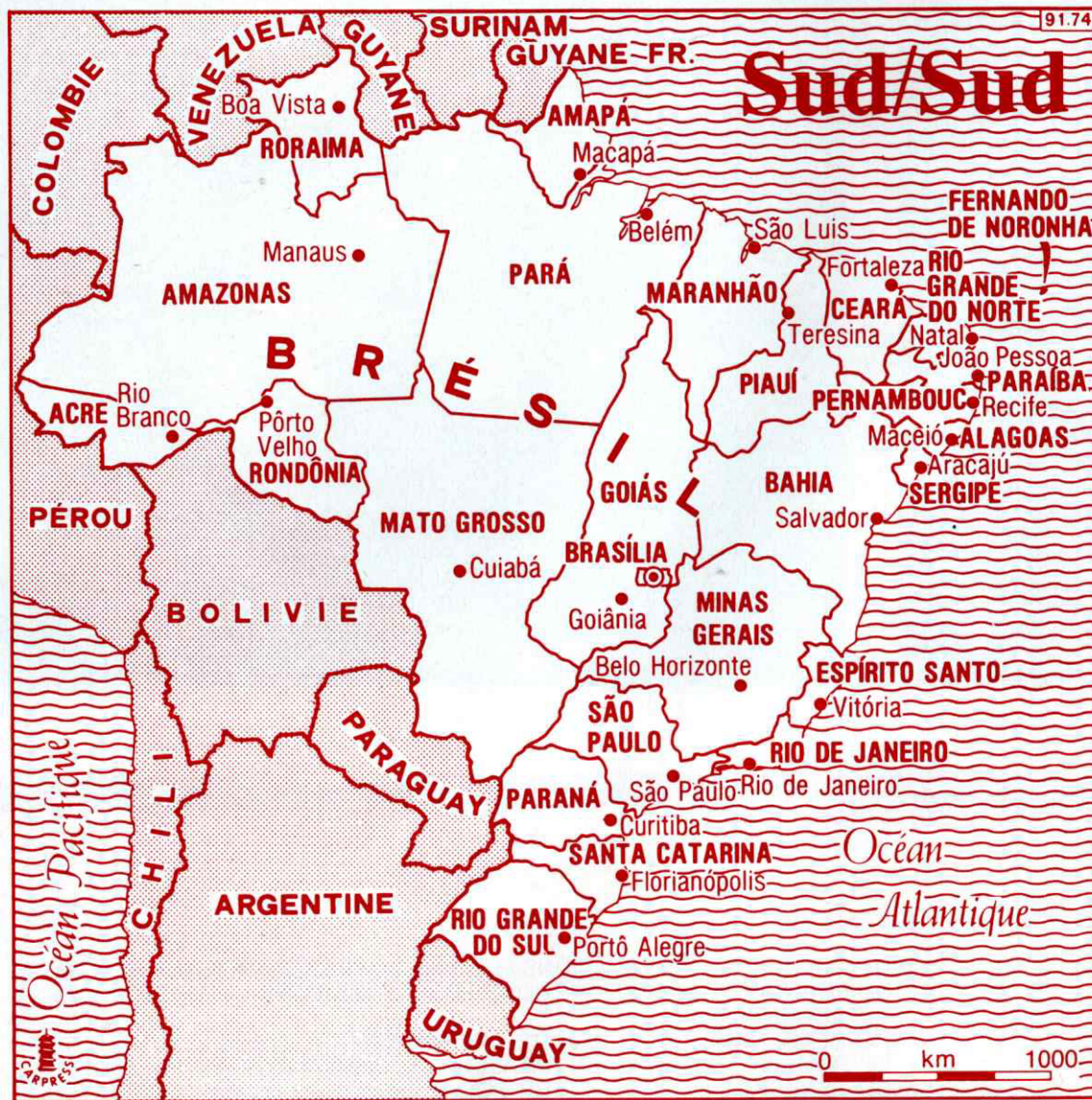


l'impératif de la coopération



La tenue du premier colloque d'afro-latinité (*) fournit l'occasion d'exprimer quelques considérations sur les nouvelles relations du Brésil avec l'Afrique, envisagées à la lumière de ce que l'on entend aujourd'hui par relations Sud-Sud, ou relations entre pays en développement ().**

Pour mieux comprendre ces nouvelles relations entamées par la politique extérieure brésilienne du gouvernement Goetzl, qualifiée d'œcuménique, pragmatique et responsable, il est

nécessaire de réfléchir à l'évolution récente du modèle de développement économique implanté au Brésil. Ce modèle, tourné vers l'exportation de produits manufacturés principalement, cherche des marchés dans le Tiers-Monde, puisque la crise mondiale a provoqué un protectionnisme douanier élevé dans les pays du Nord, et les a rendus débiteurs des pays producteurs arabes et de certains pays africains.

Pourtant, on ne peut pas considérer la politique extérieure brésilienne que sous son aspect mercantile, cherchant à équilibrer au mieux notre balance des paiements. La visée de la politique

internationale du Brésil se situe bien au-delà, et tend à renégocier la dépendance brésilienne à l'égard des centres du capitalisme mondial, de manière à exercer une autonomie croissante, même si c'est dans le cadre général d'une dépendance existant vis-à-vis des transnationales quant aux investissements et à la technologie. Le Brésil prétend ainsi atteindre un niveau d'insertion plus élevé sur la scène internationale.

Pour atteindre ce but, il s'est efforcé de renoncer à une position d'alignement presque automatique sur les États-Unis, assumant parfois des posi-

tions contraires. Il a cherché à consolider de nouvelles associations, non seulement économiques, mais aussi politiques avec l'Europe et le Japon, et il s'est aligné sur certaines positions du Tiers-Monde. Tout cela pour essayer de dépasser la rigidité des relations Nord-Sud, et l'absence de mobilisation du pouvoir mondial favorable aux grandes puissances, deux états de fait qui empêchent actuellement le Brésil d'accéder au monde développé (1). C'est dans l'intensification des relations Sud-Sud où l'Afrique tient une place de choix, que le Brésil cherche le développement de son capitalisme, et la diminution de sa dépendance à l'égard des matrices du capitalisme mondial.

C'est pour cela que la place accordée à l'Afrique dans notre politique extérieure me semble évidente : la priorité étant naturellement réservée à l'Amérique latine. Pour le continent africain, le Brésil se présente comme un partenaire de choix avec une grande part d'identité historique, culturelle et technique. C'est le deuxième pays au monde dont la population est à majorité noire ou métisse, aussitôt après le Nigeria, avec un passé de pays également colonisé, et sans prétentions ni possibilités néo-colonialistes, capable de répondre dans une mesure modeste mais valable à la demande africaine, et toujours à travers des relations Sud-Sud, d'engager de nouvelles associations économiques et politiques, qui lui rendent possible la diminution de sa dépendance à l'égard des pays du Nord, ses ex-métropoles en particulier.

(*) Cf. plus loin dans ce numéro, p. 94.

(**) Il est important d'évoquer ici le programme de l'Unesco (Coopération internationale entre pays en développement). Ex. : Echanges de programme de production en matière de télévision éducative. N.D.L.R.

(1) Jean-Louis Fragoso, *Les reformulations de la politique extérieure brésilienne pendant les années 70*, in *Estudos Afro-Asiáticos* 5, 1981, organe du Centro de Estudos Afro-Asiáticos.

(2) Jacques d'Adesky, *Brésil-Afrique. Convergences pour une coopération privilégiée*, in *Estudos Afro-Asiáticos* 4, 1980.

(3) Ambassades brésiliennes en Afrique : Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Sénégal, Guinée-Bissau, Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo, Cameroun, Nigeria, Gabon, Zaïre, Angola, Afrique du Sud, Mozambique, Tanzanie, Kenya et Zimbabwe. Possèdent des ambassades au Brésil : Égypte, Libye, Maroc, Algérie, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo, Nigeria, Gabon, Zaïre et Afrique du Sud.

(4) Les cinq chefs d'État qui ont visité ces dernières années le Brésil sont Omar Bongo du Gabon, Léopold Senghor du Sénégal, Luís Cabral de Guinée-Bissau, Kenneth Kaunda de Zambie, et Moussa Traoré du Mali.

(5) Allocution de R.A. Akindele in *Estudos Afro-Asiáticos* 6/7, 1982, p. 205.

José Maria Nunes Pereira est sous-directeur du Centre d'Études Afro-Asiatiques du complexe universitaire Candido Mendès.

Par conséquent, dans la relation du Brésil avec l'Afrique, il ne faut pas voir une décision unilatérale brésilienne de chercher à tous prix de nouveaux marchés, mais plutôt le souci des pays africains de diversifier leurs associations, en obtenant de nouvelles et meilleures relations politiques, économiques et technologiques.

La position brésilienne en Afrique est aujourd'hui significative, même si elle n'est pas encore comparable à celle des principaux pays développés. Bien que le commerce brésilien avec le continent africain ne représente environ que 1 % du total de l'Afrique avec le monde, les exportations brésiliennes envers ce continent se sont multipliées pendant les dix dernières années environ par dix, et les importations par huit (2). Des produits brésiliens exportés vers l'Afrique, plus de 50 % sont manufacturés, allant des réfrigérateurs, des camions aux chars blindés et aux avions.

Le Brésil entretient des relations diplomatiques avec 40 des 51 pays africains indépendants. Il maintient actuellement 20 ambassades en Afrique, et 12 pays africains ont le siège de leur ambassade à Brasília (3). Pendant les dernières années, cinq chefs d'État africains ont visité le Brésil (4), et l'on peut compter par dizaines les missions africaines de niveau ministériel qui sont venues dans notre pays pour signer un accord de coopération. Une cinquantaine d'entreprises brésiliennes travaillent en Afrique, tout particulièrement dans la branche du génie et de la prestation de services techniques. Environ 300 coopérants brésiliens ont travaillé ou travaillent en Afrique comme professeurs et techniciens, la plupart au Mozambique. Plus de 600 boursiers africains ont étudié au Brésil pendant ces dernières années, dans les domaines techniques ou universitaires.

Ces indications de caractère général ne signifient pas, comme nous l'avons déjà affirmé, que le Brésil tient en Afrique une présence du même ordre que celle des pays du Nord. Elles signifient seulement que le rapprochement brésilien avec le continent africain s'est intensifié, ces dernières années, d'une manière considérable, et tout laisse croire qu'une fois les erreurs réparées, il pourra s'accroître davantage, et apparaître comme un cas remarquable de coopération Sud-Sud.

Pourtant, nombreux sont encore les obstacles qui rendent difficile ou, même, peuvent empêcher un type de coopération privilégiée. Le type de

modèle économique en est un, dans la mesure surtout, où l'on continue à établir dans le domaine commercial, une relation davantage de type Nord-Sud que de type Sud-Sud, c'est-à-dire que le Brésil est contraint dans une large mesure à se limiter à acheter en Afrique la matière première, et à chercher à vendre surtout des produits manufacturés.

Les Africains souhaitent établir une plus grande coopération technique et culturelle pour la formation d'entreprises hardies qui collaborent à l'industrialisation de l'Afrique. Ela Akindele, directeur de l'Institut Nigerian des Relations Internationales, a fait référence, à l'occasion du premier séminaire Brésil-Afrique réalisé par le Centre d'Études Afro-Asiatiques en 1981, à l'existence de trois éléments, sources d'irritation dans les relations entre le Brésil et l'Afrique.

Le premier est l'accroissement du commerce avec l'Afrique du Sud. Le second, c'est le fait qu'il existe un manque de participation, et naturellement une absence d'influence de la part de la population afro-brésilienne, dans l'articulation, la formulation et l'implantation de la politique brésilienne à l'égard d'un continent, qui est d'un intérêt culturel et historique tout particulier pour des Afro-Brésiliens. Quant au troisième élément, Akindele affirme : « On a l'impression que le Brésil voit l'Afrique en premier lieu, comme un marché pour ses produits manufacturés, et seulement en second lieu comme une économie ou une série d'économies dont le développement doit être aidé à travers l'investissement et le transfert de technologies. Ce concept de l'Afrique, à mon sens, doit être détruit dans l'intérêt des bonnes relations entre le Brésil et les pays africains (5). »

De tous les obstacles mentionnés, celui qui, à mon avis, demande à être dépassé le plus rapidement, c'est la méconnaissance mutuelle entre le Brésil et les pays africains. Malgré l'intensification des relations avec l'Afrique, il n'y a pas eu d'évolution sensible, de la part de la société brésilienne, dans la recherche d'une connaissance non eurocentrique et actualisée du continent africain. La tenue de manifestations comme le premier colloque d'afro-latinité constitue une contribution de très grande valeur permettant de combler cette lacune.

José Maria Nunes Pereira
(Traduit du portugais.)